

POURSUITE DE L'EXPERIMENTATION DU CONTROLE JUDICIAIRE AVEC PLACEMENT DU CONJOINT VIOLENT

Marché alloti

**Marché n°25PS5006
Cahier des Clauses Administratives Particulières
commun aux dix lots**

Code de la commande publique

(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)

Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (1) JORF n°0077 du 31 mars 2019

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – Définitions :	4
1.2 – Présentation des pouvoirs adjudicateurs	5
ARTICLE 2 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	7
2.1 – Objet du marché	7
2.2 – Procédure de passation	7
2.3 – Type de marché.....	7
2.4 – Forme du marché.....	7
2.5 – Étendue du marché	7
2.6 – Durée du marché	8
2.7 – Périmètre du marché	8
2.8 – Exceptions au principe d'exclusivité du marché	8
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 4 – PRESTATIONS ATTENDUES	8
ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
5.1 – Modalités d'exécution des prestations	9
5.1.1 – Modalités d'exécution des bons de commande.....	9
5.1.2 – Modalités d'exécution des ordres de service pour les prestations à caractère forfaitaire	9
5.1.3 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée	10
5.1.4 – Lieux d'exécution des prestations	10
5.1.5 – Prestations supplémentaires ou modificatives	10
5.2 – Constations de l'exécution des prestations (hors prestations d'hébergement)	11
5.2.1 – Opérations de vérification	11
5.2.2 – Décisions après vérification	11
5.3 – Pénalités pour défaut d'exécution des prestations.....	12
5.3.1 – Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations.....	12
5.3.2 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	13
5.3.3 – Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	13
5.4 – Utilisation des résultats par la DAP.....	13
5.5 - Garanties.....	14
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ	14
6.1 – Prix du marché	14
6.2 – Contenu des prix	14
6.3 – Mois d'établissement des prix.....	14
6.4 – Variation des prix.....	14
6.4.1 - Modalités de révision des prix	15
6.4.2 - Application des nouveaux prix.....	15
6.4.3 – Clause butoir	15
6.5 – Révision de prix en période de crise	16
6.6 – Maintien de l'équilibre financier du marché en cas de baisse de l'activité.....	16
6.6.1 – Fluctuations en cours d'exécution du marché	16
6.6.2 – Baisse d'activité dans le cadre de la réversibilité du marché (art.3 du CCTP)	16
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE REGLEMENT	17
7.1 Avances.....	17
7.2 Acomptes	17
7.3 – Présentation des demandes de paiement par le titulaire.....	17
7.3.1 –Présentations des demandes de paiement	17
7.3.2 – Contenu des demandes de paiement.....	17
7.3.3 – Modalités de transmission des demandes de paiement.....	17
7.4 – Modalités de règlement par la DAP.....	18
7.4.1 – Acceptation de la demande de paiement	18
7.4.2 – Modalités de paiement en cas de groupement d'opérateurs économiques	18
7.4.3 – Modalités de paiement du sous-traitant.....	18
7.4.4 – Délai de paiement.....	19

ARTICLE 8 – GESTION ET SUIVI DU CONTRAT	19
8.1 - Interlocuteurs principaux du marché	19
8.2 - Interlocuteurs chargés du suivi contractuel et administratif.....	19
8.3 – Suivi de l’exécution du marché.....	19
8.4 – Forme des notifications et communications	20
8.5 – Modification relative au titulaire du marché	20
8.5.1 – Changement de dénomination sociale du titulaire.....	20
8.5.2 – Changement de cocontractant en cours d’exécution du marché	20
8.5.3 – Changement de composition du groupement.....	21
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITÉ	21
9.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché	21
9.2 – Confidentialité des données	22
ARTICLE 10 – CLAUSE PÉNITENTIAIRE	22
ARTICLE 11 – PRÉSENTATION DES SOUS-TRAITANTS.....	23
11.1 - Sous-traitance initiale	23
11.2 - Sous-traitance en cours de marché	23
ARTICLE 12 – RESPECT DU PRINCIPE DE NEUTRALITE ET DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE	23
ARTICLE 13 – ASSURANCES	24
ARTICLE 14– RÉSILIATION.....	24
ARTICLE 15 – LITIGES	24
15.1 – Règlement amiable des différends	24
15.2 – Tribunal Compétent	24
ARTICLE 16 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIÉE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	24
ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE.....	24
ARTICLE 18 – PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »	25

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Définitions :

Administration désigne la Direction et les services relevant du ministère de la Justice. Elle participe à l'exécution des décisions pénales et au maintien de la sécurité publique. Elle met en œuvre des actions de réinsertion sociale des personnes placées sous main de justice.

Capacité d'accueil des Etablissements désignée également **Capacité théorique** des Etablissements se définit de manière théorique par la somme des cellules utilisées pour héberger les détenus placés en détention. Pour chaque établissement cette Capacité d'accueil est calculée en nombre de places par référence à des critères de superficie édictés par la circulaire NOR. E 88 40016 C du 17 mars 1988. Cette Capacité d'accueil, fixée contractuellement à l'article 5.1 du présent CCAP, est susceptible d'évoluer au cours de la durée du présent Marché. Cette évolution de la capacité d'accueil d'un Etablissement sera portée à l'attention du Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Chef d'Etablissement désigne le directeur des services pénitentiaires nommé par arrêté ministériel pour diriger et gérer un Etablissement pénitentiaire.

Condamné désigne la personne déclarée coupable d'avoir commis une infraction par une décision définitive.

Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation Les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) interviennent en prison auprès des personnes détenues, et en milieu ouvert auprès des personnes soumises à une mesure restrictive de liberté (contrôle judiciaire, contrainte pénale, libération conditionnelle...).

Ils aident à la décision judiciaire, participent à l'individualisation des peines et à leur exécution. Ils proposent des mesures d'aménagement de peine au magistrat compétent et veillent au respect des obligations (travail, soins, indemnisation des victimes...) prononcées par l'autorité judiciaire. En contact direct avec les personnes qui lui sont confiées, le CPIP définit et met en œuvre un plan d'accompagnement socio-éducatif adapté à la situation de la personne qu'il évalue régulièrement. Il travaille, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, sous l'autorité directe d'un directeur pénitentiaire d'insertion et de probation (DPIP).

Détenu désigne une personne écrouée dans un Etablissement pénitentiaire.

Directeur pénitentiaire d'insertion et de probation Les directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation (DPIP) élaborent, mettent en œuvre et évaluent la politique de prévention de la récidive et de réinsertion des personnes confiées par les autorités judiciaires. Ils sont responsables de l'organisation et du fonctionnement des services pénitentiaires d'insertion et de probation.

Le DPIP coordonne et pilote le travail des équipes pluridisciplinaires placées sous son autorité :

Les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, personnels administratifs, personnels de surveillance, psychologue, assistant de service social, coordinateur culturel. Il évalue l'efficacité de leurs interventions.

Il exerce ses fonctions sous l'autorité directe du directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Etablissement pénitentiaire : Il existe plusieurs types d'Etablissements pénitentiaires selon le régime de détention et les catégories de condamnations : les centres de détention (CD), les centres pénitentiaires (CP), les centres de semi-liberté (CSL), les maisons d'arrêt (MA), les maisons centrales (MC), les Etablissements pour mineurs (EPM).

Etat désigne le Ministère de la justice représenté par la Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP).

Notification : La notification transforme le projet de contrat en Marché et le candidat en Titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du Marché au Titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

Personnes placées sous-main de justice (PPSMJ) : personnes condamnées incarcérées (milieu fermé) ou non, exécutant une peine en milieu libre (milieu ouvert).

Prévenu désigne la personne (en liberté ou détenue dans un Etablissement pénitentiaire) poursuivie pour contravention ou délit, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive.

Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) : Structure départementale dépendant de l'Administration pénitentiaire. Le SPIP dont la missions principale est la prévention de la récidive, est chargé du suivi des personnes condamnées incarcérées (milieu fermé) ou non (milieu ouvert) toutes désignées sous le terme de PPSMJ, personnes majeures, confiées par l'autorité judiciaire : suivi individuel, contrôle de la mesure judiciaire, préparation à la sortie, évaluation et élaboration d'un plan d'accompagnement supposant l'orientation vers les structures adaptées aux besoins de la personne (enseignement, travail, soins, prévention des addictions, contribution aux activités sportives, culture).

1.2 – Présentation des pouvoirs adjudicateurs

Le Ministère de la justice

Pour une présentation du Ministère de la Justice, le candidat peut consulter le site Internet à l'adresse suivante : www.justice.gouv.fr

La direction de l'administration pénitentiaire

Les missions de la DAP :

- L'exécution des décisions de justice

L'Administration Pénitentiaire prend en charge les personnes placées sous-main de justice.

Les mesures prononcées à leur égard peuvent intervenir avant ou après le jugement. Elles sont exécutées soit en milieu fermé, dans les prisons, soit en milieu ouvert, sans enfermement ou après la sortie.

- En milieu fermé, une personne est soit appelée « prévenu » en attente de jugement ou « condamné » exécutant une peine privative de liberté.
- En milieu ouvert, la personne est suivie par un Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (dits « SPIP »), dans le cadre d'une mesure non privative de liberté comme le contrôle judiciaire, la surveillance judiciaire, le suivi socio judiciaire, la libération conditionnelle, le sursis probatoire, la détention sous surveillance électronique (DDSE) ou le travail d'intérêt général.

- La Réinsertion sociale

L'Administration Pénitentiaire met en place, avec des partenaires publics ou associatifs, des dispositifs d'insertion (hébergement, emploi, suivi médical par exemple) qu'elle propose aux personnes détenues ou aux personnes suivies par les SPIP.

En milieu fermé, les actions développées doivent permettre aux personnes détenues de préparer leur sortie et de retrouver une place dans la société. En milieu ouvert, les personnels d'insertion et de probation ont un rôle de contrôle des mesures judiciaires, de conseil et d'orientation vers les organismes et les associations compétents.

La législation pénale pose en principe l'individualisation des peines en milieu ouvert comme en milieu fermé. L'exécution de la peine tient compte de la personnalité, du comportement et des possibilités de réinsertion du condamné.

Au nom de ce principe, la juridiction de l'application des peines peut prononcer différentes mesures d'individualisation de la peine : libération conditionnelle, permission de sortie, réduction de peine, placement en semi-liberté, placement à l'extérieur, détention à domicile sous surveillance électronique, sursis probatoire, TIG... Le juge de l'application des peines (JAP) décide des mesures à prendre en s'appuyant sur l'avis des personnels pénitentiaires.

Les structures de la DAP :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, la Direction de l'Administration Pénitentiaire est l'une des six directions du Ministère de la Justice.

A sa tête, le directeur est nommé par décret du Président de la République, sur proposition du garde des Sceaux.

Elle se compose d'une Administration centrale et de services déconcentrés (Directions Interrégionales, établissements pénitentiaires et SPIP).

- L'administration centrale

L'Administration centrale de la direction de l'Administration Pénitentiaire est organisée en :

- cinq sous-directions (sous-direction des missions, sous-direction des métiers et de l'organisation des services, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales, sous-direction du pilotage et du soutien des services et sous-direction de la sécurité pénitentiaire) ;
- deux services (service de la communication, inspection des services pénitentiaires).

- Les services déconcentrés

Les directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP)

L'échelon de déconcentration retenu par la direction de l'Administration Pénitentiaire est la région pénitentiaire.

Il existe neuf directions interrégionales des services pénitentiaires (ci-après dites « DISP ») et une direction des services pénitentiaires d'outre-mer (ci-après dites « DSPOM »).

Les directions interrégionales et la DSPOM animent, contrôlent et coordonnent l'activité des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation de leur ressort.

Les établissements pénitentiaires

Il existe trois catégories d'établissements pénitentiaires :

Les maisons d'arrêt (MA) reçoivent les prévenus (personnes en attente de jugement) ainsi que les détenus condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans ou dont le reliquat de peine est inférieur à deux ans. Il existe une maison d'arrêt au moins par département (sauf le Gers).

Les établissements pour peine regroupent les maisons centrales (MC), les centres de détention (CD), les centres de semi-liberté (CSL), les centres pénitentiaires (CP), en fonction du type de population pénale qu'ils accueillent.

Les établissements pour mineurs (EPM) accueillent les jeunes de 13 à 18 ans.

Les services pénitentiaires d'insertion et probation (SPIP)

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation sont des structures administratives regroupant, au niveau de chaque département géographique, l'ensemble des ressources humaines et des moyens affectés aux missions d'insertion et de probation sur le département (en milieu ouvert ou fermé).

ARTICLE 2 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

2.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la poursuite de l'expérimentation du contrôle judiciaire avec placement du conjoint violent.

Les prestations sont réparties en dix (10) lots, faisant chacun l'objet d'un marché distinct, comme suit :

- Lot 1 : DISP de Bordeaux,
- Lot 2 : DISP de Dijon,
- Lot 3 : DISP de Lille,
- Lot 4 : DISP de Lyon,
- Lot 5 : DISP de Marseille y compris la Corse,
- Lot 6 : DISP de Paris,
- Lot 7 : DISP de Rennes,
- Lot 8 : DISP de Strasbourg,
- Lot 9 : DISP de Toulouse,
- Lot 10 : DSPOM.

Le présent marché est passé pour l'ensemble des lots.

2.2 – Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

2.3 – Type de marché

Le présent marché est un marché de services conformément à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (1) JORF n° 0077 du 31 mars 2019.

2.4 – Forme du marché

Le marché prend une forme mixte :

- Un marché à prix global et forfaitaire, la date de notification du marché marque le début de l'exécution des prestations forfaitaires,
- Un marché fractionné à bons de commande conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées par émission des bons de commande successifs, selon la survenance des besoins.

2.5 – Étendue du marché

En prenant en compte les conclusions de l'arrêt *Simonsen & Well A/S*, Aff.C-23/20 du 17 juin 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) relatif à la fin des accords-cadres sans montant maximal, le marché présent est conclu avec un montant maximal.

Ce montant maximal ne peut être dépassé et le marché prend automatiquement fin dès que ce montant est atteint.

Les indications relatives au montant maximal du présent marché figurent à l'article III.4 de l'Acte d'Engagement.

2.6 – Durée du marché

Le démarrage des prestations sera indiqué dans la décision de notification.

Le marché est conclu pour une période ferme de douze (12) mois.

Le marché prévoit quatre reconductions tacites d'une durée de trois (3) mois. Ces reconductions tacites s'imposent au titulaire du marché et ne peut s'y opposer.

La reconduction intervient soit à la date d'anniversaire du marché soit à la date d'atteinte des montants maximaux de la période ferme

La durée totale du marché est de deux (2) ans ou ne peut excéder les seuils maximaux de chacun des lots.

La DAP peut, pour des motifs incertains d'ordre technique, économique financier ou de bonne administration, peut décider de ne pas reconduire le marché.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché. Le titulaire ne peut pas prétendre à une indemnité financière.

2.7 – Périmètre du marché

L'ensemble des services déconcentrés des neuf directions interrégionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer, ainsi que les services centraux de l'administration pénitentiaire sont inclus dans le présent marché.

2.8 – Exceptions au principe d'exclusivité du marché

L'administration se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour certains types de prestations prévues au marché. La mise en place de cette clause intervient soit :

- en cas de manquement ou d'impossibilité constatée du titulaire de poursuivre en tout ou partie les prestations qui lui ont été confiées au titre du marché. Sans préjudice de l'application des pénalités prévues le cas échéant ;
- soit dans la période de fin de marché afin d'assurer une réversibilité avec un nouveau titulaire le cas échéant.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles sont celles mentionnées à l'article II de l'Acte d'Engagement.

Par dérogation à l'article 1.2 du cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), le présent marché ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

ARTICLE 4 – PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications techniques des prestations attendues, ainsi que les livrables sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Modalités d’exécution des prestations

5.1.1 – Modalités d’exécution des bons de commande

- **Personnes habilitées à émettre les bons de commande**

Toutes entités déconcentrées, ainsi que les services centraux de l’administration pénitentiaire sont habilités à émettre les bons de commande.

- **Contenu des bons de commande**

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes doivent comporter les renseignements suivants :

- Le numéro du présent marché ;
- Le numéro d’engagement juridique (EJ) du marché dans Chorus ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation et l’adresse de l’établissement émetteur du bon de commande ;
- La désignation et l’adresse du lieu de livraison ;
- La désignation et l’adresse du service chargée de la facturation ;
- La date d’émission de la commande ;
- L’objet du bon de commande :
 - Caractéristiques des produits commandés ;
 - Quantités commandées ;
 - Prix unitaire HT et TTC.
- Les conditions de livraison ;
- Le délai de livraison ou d’exécution de la prestation.

- **Délai d’observation du titulaire sur les bons de commande**

En application de l’article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire doit notifier ses observations dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception du bon de commande.

- **Délai d’exécution des bons de commande**

Les bons de commande successifs définiront précisément les délais de réalisation de la prestation commandée.

La durée de validité du dernier bon de commande est fixée en corrélation avec la durée de la mesure prise par l’autorité judiciaire dans les conditions exposées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP article 2.4.3). La durée de validité pourra ainsi être prolongée et son montant augmenté afin de couvrir l’exécution de la décision de justice jusqu’à son terme.

5.1.2 – Modalités d’exécution des ordres de service pour les prestations à caractère forfaitaire

- **Personnes habilitées à émettre les ordres de service**

Toutes entités déconcentrées, ainsi que les services centraux de l’administration pénitentiaire sont habilités à émettre les ordres de service.

- **Contenu des ordres de service**

Les émissions des ordres de service pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre l'exécution du marché dans les délais indiqués dans le présent document ou dans l'offre du titulaire. Ils seront échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

Les ordres de service comportent obligatoirement le numéro de l'ordre du service (défini par le service prescripteur), à rappeler sur le service fait et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de la prestation.

- **Délai d'observation du titulaire sur les ordres de service**

En application de l'article 3.8.2 du CCAG FCS, le titulaire doit notifier ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception de l'ordre de service.

5.1.3 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Le titulaire désigne nommément dans son offre une personne en charge de l'exécution des prestations objet du marché (cf. article 2.3 du CCTP).

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, la DAP et prendre toute disposition nécessaire, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la DAP un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent par dérogation à l'art 3.4.3 du CCAG FCS.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par la DAP, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la DAP récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS.

La décision de récusation prise par la DAP est motivée.

Les avis, propositions et décisions de la DAP sont notifiées selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par la DAP, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS.

5.1.4 – Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations, par lot, sont détaillés dans l'annexe jointe au cahier des charges techniques particulières.

Le marché prévoit un comité de pilotage national par an.

5.1.5 – Prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'art. 23 du CCAG FCS, la DAP peut prescrire au titulaire, par ordre de services, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché lors de la mise en concurrence.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques du marché sans autorisation préalable de la DAP.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives, l'ordre de service susmentionné, fixe provisoirement les prix retenus pour le règlement desdites prestations.

Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de quinze jours suivant l'ordre de services qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS. En cas de désaccord, la DAP règle provisoirement les sommes qu'elle admet.

Lorsque la DAP et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant. Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière. Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires à la DAP, dans un délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

5.2 – Constatations de l'exécution des prestations (hors prestations d'hébergement)

L'admission est l'acte par lequel la DAP accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

5.2.1 – Opérations de vérification

Par dérogation aux opérations de vérifications décrites au CCAG FCS, les opérations de vérification et d'admission seront effectuées par les entités déconcentrées ou les services centraux de l'administration pénitentiaire ayant émis les bons de commande et les ordres de service.

Ils disposent d'un délai de vingt-et-un jours pour procéder aux vérifications et notifier leur décision au titulaire.

5.2.2 – Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la DAP prend, dans le délai mentionné ci-dessus à l'article 5.2.1, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si la DAP ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

- Admission

La DAP prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

- Ajournement

La DAP, lorsqu'elle estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la DAP, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui pendant ce délai, la DAP a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de la DAP au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la DAP dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de la DAP, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par la DAP, aux frais du titulaire.

- Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG FCS, lorsque la DAP estime que les prestations sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle en prononce l'admission avec la réfaction de prix forfaitaire suivante :

Réfaction de 20 % du prix de la prestation

Cette décision doit être motivée et elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la DAP dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, la DAP est réputée avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

En cas d'une admission avec réfaction, la DAP aura la possibilité d'utiliser les résultats partiellement acceptés dans les conditions de l'art. 5.4 du présent document et de les adapter ou les compléter afin de terminer la prestation.

- Rejet

Lorsque la DAP estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la DAP, aux frais du titulaire.

5.3 – Pénalités pour défaut d'exécution des prestations

Si les pénalités atteignent 50% du montant du marché, le marché est résilié aux torts du titulaire.

5.3.1 – Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 10 euros par jour calendaire en cas d'absence d'accueil d'un public, d'absence de prise en charge d'un public ou d'absence de mise à disposition d'une permanence ou d'une astreinte dans les conditions détaillées dans le CCTP (livrables 1, 2 et 3). Ces pénalités sont cumulatives

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard dans la transmission des livrables 4 à 10 détaillés dans le CCTP à compter de l'échéance indiquée dans le CCTP.

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard dans la transmission des livrables 11 à 14 détaillés dans le CCTP à compter de l'échéance indiquée dans le CCTP.

En cas de manquement du titulaire à son obligation de suivi de l'exécution du marché conformément à l'article 8.3 du présent CCAP, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 1 500 euros.

Le titulaire se verra appliquer une pénalité de 150 euros par réunion manquée et non-annulée au moins 48h avant la date prévue de la réunion.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est pénalisé dès le 1^{er} euro. Les pénalités sont cumulables. En cas de manquement constaté et non corrigé par le titulaire, la DAP se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques dans les conditions prévues au CCAG FCS applicable au présent marché.

5.3.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncés à l'article 5.1 du CCAG FCS, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées selon les conditions décrites ci-dessous :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0.5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur,
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs fait générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

5.3.3 – Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, des sanctions peuvent être appliquées au titulaire en application de l'article L.8222-1 du code du travail, dans les conditions suivantes :

Lorsque la DAP est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le titulaire mis en demeure devra apporter à la DAP la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans un délai de 15 jours.

A défaut de correction des irrégularités signalées, la DAP informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités applicables est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

5.4 – Utilisation des résultats par la DAP

L'utilisation des résultats, réalisés dans le cadre des prestations du présent marché, par la DAP s'appliqueront conformément aux stipulations des articles 34 à 37 du CCAG FCS.

• Définition des résultats

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

- **Droits de la DAP**

Le titulaire accorde à la DAP, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins de la DAP.

Le titulaire cède à la DAP les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les besoins de la DAP.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins de la DAP.

- **Droits du titulaire**

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et des méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits et aux images de la DAP.

Le titulaire s'engage à respecter des obligations de confidentialités fixées à l'article 9 du présent CCAP.

5.5 - Garanties

Sans objet.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ

Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à la DAP, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

6.1 – Prix du marché

Les indications relatives au prix figurent à l'article III.4 de l'Acte d'Engagement.

6.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, transfert de propriété intellectuelle ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, le titulaire peut demander à ce que les frais exposés dans le cadre de la remise en état des locaux à la suite de dégradations d'une part ou de logements restés inoccupés le temps de leur remise en état d'autre part, soient en partie supportés par la personne publique.

6.3 – Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise de l'offre du titulaire.

6.4 – Variation des prix

Les prix des prestations faisant objet du présent marché sont réputés révisables. Les prix sont révisés à la date anniversaire de notification du marché au titulaire. Les prix sont révisables comme suit :

6.4.1 - Modalités de révision des prix

Le titulaire fait parvenir sa demande de révision des prix aux interlocuteurs indiqués à l'article 8.2 du cahier des charges administratives particulières **au plus tard deux mois** avant la date anniversaire de notification du marché.

Pour les prestations d'hébergement et restauration : la révision des prix sera calculée en utilisant « l'indice de production dans les services – Hébergement et restauration (NAF rév.2, niv. section poste I), série mensuelle brute – France – Base 100 en 2015 – identifiant 010544536 » publié sur le site de l'INSEE ainsi que « l'indice de référence des loyers (IRL) » publié au Journal officiel.

Le prix révisé P, est donné par la formule suivante :

$$P_n = P_o \left[0,50 + 0,20 \frac{(\text{Indice}_n)}{\text{Indice}_o} + 0,30 \frac{(\text{IRL}_n)}{\text{IRL}_o} \right]$$

Où

P_n : le prix révisé,
 P_o : le prix des prestations correspondant à la période initiale d'exécution,
 Indice_n : dernier indice connu deux mois avant la date de révision,
 Indice_o : dernier indice connu au moment de la remise des offres,
 IRL_n : dernier indice connu deux mois avant la date de révision,
 IRL_o : indice du 1^{er} trimestre 2022.

Pour les prestations de prise en charge des personnes placées sous main de justice : la révision des prix sera calculée en utilisant l'indice du « coût horaire du travail révisé – tous salariés – ICHTrev-TS » publié sur le site de l'INSEE.

Le prix révisé P, est donné par la formule suivante :

$$P_n = P_o \left[0,80 + 0,20 \frac{(\text{Indice}_n)}{\text{Indice}_o} \right]$$

Où

P_n : le prix révisé,
 P_o : le prix des prestations correspondant à la période initiale d'exécution,
 Indice_n : dernier indice connu deux mois avant la date de révision,
 Indice_o : dernier indice connu au moment de la remise des offres.

La demande de révision des prix est accompagnée de l'annexe financière contenant les nouveaux prix et d'un courrier justifiant l'évolution du coût des prestations.

6.4.2 - Application des nouveaux prix

Pour toute demande de révision de prix, la DAP informe le titulaire de son accord ou son refus. Le refus de la DAP peut notamment être motivé par le dépassement du taux maximum de révision à la hausse défini à l'article 6.4.3 du présent CCAP, ou par l'envoi hors délai de la demande du titulaire.

La DAP dispose d'un délai maximum de deux mois pour donner son avis sur la révision des prix. En cas de refus, les raisons de ce refus seront exposées au titulaire sur sa demande. L'absence de réponse de la DAP dans ce délai de deux mois vaut **rejet** de la demande de révision.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire du marché.

Les prestations commandées dans le cadre du présent marché sont facturées au prix de règlement en vigueur à la date à laquelle le constat de service fait afférent à ces prestations est prononcé par la DAP.

6.4.3 – Clause butoir

La DAP se réserve le droit de rejeter toute demande de révision des prix ayant pour effet d'entraîner une hausse des prix d'un pourcentage supérieur à 2 % du marché.

6.5 – Révision de prix en période de crise

Le régime de révision des prix peut être adapté, après acceptation expresse de l'administration.

Ce changement provisoire ne peut intervenir que si cumulativement :

- il trouve son origine directe dans la survenance d'un évènement extérieur aux parties ;
- il n'était pas possible d'anticiper sa survenance lors de la signature du marché ;
- il bouleverse temporairement l'équilibre du marché.

Dans ces conditions, les tarifs proposés par le titulaire peuvent être acceptés par l'administration sur présentation de justificatifs prouvant et quantifiant le bouleversement de l'équilibre du marché.

Une fois acceptés, les nouveaux prix sont incorporés au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. En cas de révision de prix en période de crise, les stipulations de l'article 6.4. ne s'appliquent pas.

Cette clause de révision de prix ne s'applique qu'en cas de crise sanitaire bouleversant temporairement l'équilibre du marché et devient caduque dès lors que le marché tend à se stabiliser.

6.6 – Maintien de l'équilibre financier du marché en cas de baisse de l'activité

Une baisse d'activité significative est définie comme une réduction de plus de 25% des volumes annuels prévus au contrat.

L'application de cette clause échappe aux stipulations de l'article 6.4 du présent CCAP.

6.6.1 – Fluctuations en cours d'exécution du marché

Cette clause a pour objectif de garantir l'équilibre économique du contrat en cas de baisse imprévue d'activité, tout en respectant les intérêts des deux parties.

Il appartient au titulaire de notifier par écrit à la DAP la survenue de la baisse d'activité et de justifier par des éléments chiffrés en quoi cette diminution entraîne un déséquilibre financier.

Une négociation devra être engagée entre le titulaire et l'acheteur pour convenir des nouveaux prix applicables. En cas de désaccord, les parties peuvent recourir à un expert indépendant pour déterminer la majoration appropriée.

6.6.2 – Baisse d'activité dans le cadre de la réversibilité du marché (art.3 du CCTP)

En cas de diminution significative de l'activité entraînant une réduction des volumes prévus au contrat, le titulaire pourra demander une majoration des prix unitaires afin de compenser les coûts fixes qui ne peuvent être compensés par la rémunération prévue.

Cette majoration sera applicable selon les modalités suivantes :

Il appartient au titulaire de notifier par écrit à la DAP la survenue de la baisse d'activité et de justifier par des éléments chiffrés en quoi cette diminution entraîne un déséquilibre financier.

La majoration des prix unitaires sera calculée en tenant compte des coûts fixes non amortis et sera plafonnée à 15% des prix initiaux pour une baisse d'activité comprise entre 25% et 49%.

La majoration des prix unitaires sera calculée en tenant compte des coûts fixes non amortis et sera plafonnée à 35% des prix initiaux pour une baisse d'activité comprise entre 50% et 74%.

La majoration des prix unitaires sera calculée en tenant compte des coûts fixes non amortis et sera plafonnée à 50% des prix initiaux pour une baisse d'activité supérieure à 75%.

Les nouveaux prix seront appliqués pour la durée restante du contrat ou jusqu'à la reprise de l'activité normale, selon ce qui survient en premier. En cas de baisse graduelle de l'activité, les nouveaux prix s'appliquent *prorata temporis*.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE REGLEMENT

7.1 Avances

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, dans les conditions prévues à l'article III.4.2. de l'acte d'engagement.

7.2 Acomptes

Conformément à l'article L.2191-3 du code de la commande publique, des acomptes peuvent être versés au titulaire du marché, dès lors que les prestations ont commencées à être exécutées.

Chaque mois, le titulaire transmet sa demande de paiement d'acompte correspondant aux prestations exécutées au cours du mois échu. La demande détaille notamment les prestations d'hébergement avec ou sans prise en charge. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs, ce sont des versements effectués périodiquement tous les trois mois au titulaire du marché et à ses sous-traitants admis à bénéficier du paiement direct.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, ce délai est ramené à un mois à la demande du titulaire du marché.

7.3 – Présentation des demandes de paiement par le titulaire

7.3.1 –Présentations des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont transmises par voie dématérialisée à la DISP ou la MSPOM dont émettent les bons de commande ou les ordres de service correspondants. Le changement d'adresse de facturation n'est pas constaté par voie d'avenant.

Les demandes de paiement doivent correspondre aux prestations réellement exécutées à la date d'établissement de la facture.

7.3.2 – Contenu des demandes de paiement

Les paiements interviennent après le constat du service fait sur la base des factures comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **le n° du bon de commande CHORUS ;**
- **le code du service facturier ;**
- la description des prestations exécutées ;
- la date du bon de commande correspondant ;
- les montants HT et TTC de la prestation exécutée ;
- les taux et les montants de la TVA.

7.3.3 – Modalités de transmission des demandes de paiement

Envoi dématérialisé :

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

Le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct ont le choix entre deux modes de dématérialisation :

I- Adresser ses factures par échange de données informatisées (EDI) :

- 1- En les adressant directement au concentrateur de factures du service bénéficiaire ;
ou
- 2- En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures au concentrateur.

II- Recourir à un portail

Utiliser le **portail Chorus Factures** accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- 1- en déposant ses factures ;
ou
- 2- en saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Ce service est gratuit.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

Le portail Chorus Pro offre les fonctionnalités suivantes :

- réduire les coûts d'impression, d'envoi et de stockage des factures,
- suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par les services de l'État depuis leur saisie jusqu'à leur mise en paiement,
- réduire les délais de paiement de vos factures,
- réduire l'empreinte carbone.

7.4 – Modalités de règlement par la DAP

7.4.1 – Acceptation de la demande de paiement

La DAP accepte ou rectifie la demande paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les pénalités à déduire et les réfections imposées.

La DAP arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, elle notifie le montant qu'elle a ainsi arrêté au titulaire.

7.4.2 – Modalités de paiement en cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

7.4.3 – Modalités de paiement du sous-traitant

En application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréés par la DAP, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

7.4.4 – Délai de paiement

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le défaut de paiement par la DAP dans le délai prévu à l'alinéa précédent, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux applicable en cas de retard de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

ARTICLE 8 – GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

8.1 - Interlocuteurs principaux du marché

David LAUREOTE

DAP / Sous-direction de l'insertion et de la probation

Courriel : david.laureote@justice.gouv.fr

Romain EMELINA

DAP / Département des parcours de peine

Courriel : romain.emelina@justice.gouv.fr

Laetitia BERCIER

DAP / Département des parcours de peine

Courriel : laetitia.bercier@justice.gouv.fr

Ghislain GABALDA

DAP / Laboratoire de recherche et d'innovation

Courriel : ghislain.gabalda@justice.gouv.fr

8.2 - Interlocuteurs chargés du suivi contractuel et administratif

Karim TAKEZNOUNT

DAP / Pôle achats

Téléphone : 01 70 22 84 14 / Courriel : karim.takeznount@justice.gouv.fr

Silvana MITREVA

DAP / Pôle achats

Téléphone : 01 70 22 90 95 / Courriel : silvana.mitreva@justice.gouv.fr

Le changement d'interlocuteur n'est pas constaté par voie d'avenant.

8.3 – Suivi de l'exécution du marché

Pendant toute la durée de validité du marché, hormis les livrables détaillés à l'article 3 du CCTP, le titulaire doit fournir, aux interlocuteurs nommés à l'article 8.2 ci-dessus **un état trimestriel des consommations** réalisées par site pour l'ensemble des prestations exécutées (s'il est titulaire de plusieurs lots, il établit un rapport d'activité distinct pour chaque lot).

Ce rapport est transmis sous forme de fichiers électroniques compatibles avec les tableurs les plus courants.

Le titulaire veille notamment à ne pas dépasser les montants maximaux fixés à l'article III.4 de l'acte d'engagement.

En cas de manquement à son obligation de suivi de l'exécution du marché, le titulaire s'expose à des pénalités selon les dispositions de l'article 5.3.1 du présent cahier des charges administratives particulières.

8.4 – Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre la DAP et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de la DAP doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procèdera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAP, dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du CCAG FCS.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

8.5 – Modification relative au titulaire du marché

8.5.1 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le correspondant administratif indiqué à l'article 11 du présent document et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

8.5.2 – Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la DAP procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article L.2141-2 du CCP et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés. Un relevé

d'identité bancaire devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

A la suite de cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la DAP procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

8.5.3 – Changement de composition du groupement

La composition du groupement titulaire du marché peut être modifiée en cours d'exécution du marché, sous réserve de l'accord préalable de l'acheteur public, conformément aux dispositions du présent article.

La demande de changement de composition du groupement doit être motivée par l'un des cas suivants :

- Incapacité d'un membre du groupement à exécuter ses obligations contractuelles ;
- Modification de la structure juridique d'un membre du groupement ;
- Tout autre motif justifié par des raisons objectives et dûment documentées.

Procédure de réexamen : Le mandataire du groupement soumet une demande écrite à l'acheteur public, accompagnée des pièces justificatives nécessaires. L'administration examine la demande et peut, le cas échéant, demander des informations complémentaires. Une décision motivée est rendue par la DAP dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande complète.

En cas d'accord de la DAP, un avenant au marché est établi pour formaliser la nouvelle composition du groupement et adapter, le cas échéant, les obligations contractuelles correspondantes.

En cas de refus de la DAP, le groupement continue d'exécuter le marché selon les termes initiaux ou peut proposer une nouvelle composition conformément à la procédure décrite ci-dessus.

La modification de la composition du groupement ne doit pas avoir d'impact sur le montant du marché initial.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des obligations définies dans cet article par **ses collaborateurs, société-mère, filiales et sous-traitants éventuels**.

Il est dérogé à l'art. 5.1. du CCAG FCS comme suit :

9.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi après son exécution, tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la DAP.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

Pour les échanges de fichiers par messagerie ou sur supports amovibles comportant des **informations sensibles** entre le titulaire et la DAP, entre le titulaire et les sous-traitants ou encore entre les personnels du titulaire, il est fait usage d'un logiciel de chiffrement permettant de protéger ces informations lors de leur manipulation ou stockage. Le choix du logiciel de chiffrement est effectué par les services de la DAP au démarrage de la prestation.

9.2 – Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par la DAP au titre du présent marché, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de la DAP.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 et suivants et 226-16 et suivants du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- procéder à la destruction de tous fichiers matérialisés ou dématérialisés stockant les informations saisies. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal de destruction signé contradictoirement par les parties et remis à la personne de la DAP en charge de l'exécution du marché ;
- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

Le titulaire a le devoir d'informer sans délai la DAP de toute difficulté dans l'application de ces mesures, de fuite ou de suspicion de fuite d'informations sensibles qu'il rencontre ou constate.

La DAP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La DAP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 10 – CLAUSE PÉNITENTIAIRE

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissements et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Ils ne peuvent en aucun cas prétendre à un quelconque préjudice à ce titre.

Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2

du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent pas accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles du code de procédure pénale suivants : D220, D274, D277 et D278.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus ".

En outre, le titulaire doit se plier aux exigences sanitaires mises en place par le chef d'établissement

ARTICLE 11 – PRÉSENTATION DES SOUS-TRAITANTS

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles 134, 135, 136 et 137 du décret relatif aux marchés publics n°2016-360 du 25 mars 2016.

11.1 - Sous-traitance initiale

Le titulaire qui entend exécuter le présent marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion du marché, faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par la DAP, conformément au modèle d'acte initial de sous-traitance¹.

11.2 - Sous-traitance en cours de marché

En cours de marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de la DAP l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance que le titulaire doit remettre à l'interlocuteur en charge indiqué à l'article 8.2.

ARTICLE 12 – RESPECT DU PRINCIPE DE NEUTRALITE ET DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE

Le présent marché est soumis à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Par conséquent, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions, entendues comme convictions personnelles politiques ou religieuses, traitant de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit veiller à ce que ses éventuels sous-traitants respectent eux-mêmes ces obligations. A ce titre, La DAP est en droit de demander la transmission du contrat de sous-traitant.

¹ formulaire téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie, des finances et de la relance
<https://www.economie.gouv.fr/cedef/formulaires-marches-publics>

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (article 1382 à 1384 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tout dommage causé à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 14– RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG FCS.

Il est rappelé que la DAP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 10 du présent document.

ARTICLE 15 – LITIGES

15.1 – Règlement amiable des différends

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l'exécution de marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R.2197-1 du code de la commande publique).

15.2 – Tribunal Compétent

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative

ARTICLE 16 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIÉE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés (*ou de marchés passés selon une procédure adaptée sans mise en concurrence si le montant des marchés correspondants le permet*) qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 17 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également lesdites conventions :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

La DAP est en droit pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 18 – PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),

et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>